



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 23/05/2022

Reçu en préfecture le 23/05/2022

Affiché le

SLO

ID : 062-286200027-20220517-2022_32-DE

DÉLIBÉRATION

2022/32

NOUVELLES MODALITES DE TARIFICATION DE LA PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES AU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 17 Mai 2022 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Brigitte ROYER, Adjointe au Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Patricia FONTAINE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – Mme Denise BOCQUILLET, Conseillère Départementale.



Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais propose aux collectivités territoriales depuis 2018 un accompagnement à la mise en conformité au Règlement Général de la Protection des Données.

Pour ce faire le CDG 62 a recruté 2 délégués à la protection des données, qu'il met à disposition des collectivités territoriales.

Le mode de facturation choisi à l'époque était la facturation à l'heure avec un taux horaire de 50 € de l'heure.

Ce mode de facturation était bien adapté au début de la prestation mais ne correspond plus à la réalité du terrain.

Le CDG 62 accompagne près de 200 collectivités territoriales sur l'ensemble du département.

Vu l'obligation qui est faite aux collectivités et aux établissements publics de se mettre en règle, il apparaît nécessaire que le CDG 62 puisse en accompagner un plus grand nombre en ouvrant plus largement son offre et en modifiant les conditions de tarification.

Afin de mobiliser le plus de collectivités territoriales et d'établissements publics, le financement de cette prestation par la cotisation additionnelle semble être l'hypothèse la plus judicieuse, combinée à une modification des modalités d'intervention. Chaque collectivité territoriale et chaque établissement public devra signer une convention avec le CDG 62 afin d'officialiser la mission de délégué à la protection des données et ce conformément aux dispositions régissant le Règlement Général de la Protection des Données.

La prestation est divisée en trois modalités d'intervention :

Niveau 1 : Toutes collectivités

Ce niveau correspond aux collectivités territoriales qui cotisent à l'additionnelle mais qui n'ont pas conventionné spécifiquement sur la prestation d'accompagnement au RGPD avec le CDG62.

Il comprend notamment :

- La présentation du RGPD : Explication de ce qu'est le RGPD
- Certains Webinaires non spécifiques.
- L'accès à la Foire aux Questions
- Les Modèles Génériques et Listing divers

Niveau 2 : Les collectivités souhaitant avoir le CDG62 comme DPO

Ce niveau correspond aux collectivités territoriales qui cotisent à l'additionnelle et qui ont choisi de conventionner spécifiquement sur la prestation d'accompagnement au RGPD avec le CDG62.

Il comprend notamment :

- La nomination du CDG62 comme DPO
- Les sensibilisations diverses :
 - Du référent de la collectivité
 - De l'ensemble des Agents
 - Des élus, des Managers et de la Direction.
- La mise à disposition d'un réseau d'échange entre collectivités et les DPO :
 - Accès à une Foire aux Questions Technique.
 - Animation et Modération du Réseau.
- Accès à une documentation technique :
 - Kits d'accompagnement avec des Modèles de document.
 - Référentiel sur les traitements courants.
 - Lettre d'information thématiques.
- Relation et point de contact de la CNIL.
- Audit des traitements et recommandation.
- Aide au remplissage des fiches de traitements
- Webinaire initiés.
- Réunions diverses dans le cadre de l'accompagnement (thématiques et spécifiques)
- Accès au logiciel MADIS et formation.
- Gestion des demandes de droits usuels (formulaire dédié).
- Gestion des violations de données.
- Gestion des plaintes.

Actions Complémentaires

Certaines actions spécifiques seront réalisées par les DPO du CDG62 en supplément de la cotisation additionnelle selon la tarification suivante :

Grille des prestations complémentaires avec leur coût			
INTITULE DE L'ACTION	COUT UNITAIRE	NOMBRE D'HEURE	COUT DE L'ACTION
REALISATION D'ETUDES D'IMPACT (EIVP-PIA)	50	21	1050
PROJETS COMPLEXES	50	28	1400
AUDIT DE LA SECURITE DES TRAITEMENTS DE DONNEES	50	21	1050
AUDIT DE LA CONFORMITE DES SOUS-TRAITANTS DE TRAITEMENTS	50	<i>sur devis</i>	<i>sur devis</i>
AUTRES ACTIONS COMPLEMENTAIRES	50	<i>sur devis</i>	<i>sur devis</i>

Le Président demande au Conseil d'Administration l'autorisation de :

- changer le mode de facturation de la prestation RGPD ;
- signer les actes administratifs afférant à cette convention.

Pour les collectivités ne cotisant pas à l'additionnelle, les modalités d'intervention se feront sur la base de l'application du forfait suivant :

Grille tarifaire de la convention d'accompagnement à la protection des données pour les niveaux 1 et 2	
NOMBRE D'HABITANTS	COUT ANNUEL HT
0 à 249	300
250 à 499	350
500 à 749	400
750 à 999	450
1000 à 1999	550
2000 à 4999	800
5000 à 9999	1250
10 000 et +	3000

Envoyé en préfecture le 23/05/2022

Reçu en préfecture le 23/05/2022

Affiché le



ID : 062-286200027-20220517-2022_32-DE

EPCI < 50000	3000
ECPCI 50000 à 100000	4000
EPCI 100000 à 200000	5000
EPCI > 200000	7000
CCAS	300
Syndicats	300
Office de Tourisme	300

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *AUTORISE* le changement du mode de facturation de la prestation ;
- ♦ *AUTORISE* la signature des conventions et des actes administratifs avec les collectivités concernées.

Ainsi fait et délibéré en séance,
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 17 mai 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY